



Déclaration SE-Unsa

CSE du 6 juin 2024

Monsieur le président du CSE,

Mesdames, Messieurs,

Ce CSE sera essentiellement consacré à l'étude des projets de programmes de français et de mathématiques des cycles 1 et 2. Le SE-Unsa est opposé à ces projets pour plusieurs raisons, comme il reste opposé à l'ensemble des mesures du *Choc des savoirs*. La mise en place des groupes au collège est chaotique et le SE-Unsa s'oppose aux demandes faites ci et là aux professeurs des écoles de faire des évaluations spécifiques ou des tableaux de tri des élèves en CM2. Tout d'abord, nous interrogeons la volonté de changer ces programmes. De tels changements ne sont jamais anodins. Le pouvoir politique décide de changer des programmes scolaires quand il a la volonté d'améliorer l'existant ou pour des raisons politiques. Au SE-Unsa nous considérons que seule la volonté de bonifier les programmes devrait amener le ministère à en proposer de nouveaux. Dans cette logique, nous constatons, que l'exercice a échoué puisque ces projets ne valorisent pas les programmes actuels. Ils n'apportent aucune plus-value, au contraire, ils détricotent le consensus qui existait autour des actuels programmes.

Par conséquent, la volonté de changer les programmes doit être politique. Si le SE-Unsa partage la volonté de faire progresser tous nos élèves, nous rejetons le choix opéré. Ces programmes font perdre la logique de cycle qui nous semble fondamentale à ce stade des apprentissages. Ils ressemblent plus à un kit de survie pour les enseignants nouvellement

arrivés et peu ou pas formés. Enfin, ils font fi de la professionnalité des enseignants en imposant des apprentissages mécaniques. Si j'osais la provocation, je vous demanderais pourquoi il n'y a pas une colonne spécifique dans ces programmes renvoyant aux évaluations nationales que vous envisagez de généraliser à tous les niveaux tant ils transpirent des items des cahiers d'évaluations. Enfin, ces programmes nous semblent appauvris, notamment parce qu'ils ne font plus référence aux élèves à besoins éducatifs particuliers. Quelle contradiction, à l'heure où l'Ecole pour tous est un objectif sans cesse mis en avant par le gouvernement, à juste titre !

Au-delà du fond, la temporalité n'est pas plus acceptable. Certes l'administration du ministère répond à la commande politique, mais le SE-Unsa ne peut pas accepter que la mise en œuvre précipitée de ces programmes dégrade les conditions de travail des enseignants. Tout se fait dans l'urgence : la concertation, largement insuffisante pour se nourrir de tous les regards et de toutes les expériences ; la publication des textes qui se fera à l'orée des vacances scolaires d'été ; et que dire de la formation des enseignants. Certains changements nécessitent de l'appropriation individuels et collectifs qui ne pourront pas se faire à temps pour la rentrée de septembre. Des formations sont programmées le mercredi 3 juillet dans certains départements, est-ce la date idéale pour entrer dans un nouveau programme quand on finit l'année scolaire fatigué et usé par les multiples changements. Pour le SE-Unsa la réponse est non. Si la formation est nécessaire, elle doit se faire suffisamment en amont de la mise en œuvre pour être efficace. Si ces programmes sont adoptés par le CSE et si Madame la ministre décide de les publier, les enseignants de cycle 1 et 2 passeront donc leurs vacances à préparer leurs nouvelles séquences. Ils le font déjà en temps normal, chacun consacrant en moyenne 3 semaines à travailler durant l'été, cette année celles-ci seront insuffisantes. N'oublions pas non plus qu'à la rentrée 2024, ces mêmes enseignants devront également mettre en œuvre les nouveaux programmes d'EMC et d'EVARS, s'ils sont publiés, et sans qu'aucune formation n'ait été proposée en amont.

La précipitation n'est pas un gage de réussite. C'est pourquoi, le SE-Unsa vous demande d'abandonner ces projets de programmes.

Enfin, le SE-Unsa regrette de ne pas avoir été entendu à propos du stage de 2nde. Avec d'autres, le SE-Unsa avait identifié les difficultés de mise en œuvre de ce stage. Au moment où les professeurs principaux font les conseils de classe et finissent de préparer les élèves pour le bac quand ils ont des classes à examen, ils courent après des conventions de stage et doivent, avec leurs collègues, notamment CPE, accompagner un nombre important d'élèves qui n'ont pas trouvé de stage. Ce stage se présente d'ores-et-déjà comme un échec, et comme en 3^{ème}, il sera marqué du sceau des inégalités sociales et territoriales. Face à l'échec il serait raisonnable de tirer la conclusion qui s'impose : abandonner ce dispositif occupationnel.